



Communiqué de Presse

22 novembre 2017

3 chiffres clés de la COP23

- 40% de la population mondiale sera confrontée aux pénuries d'eau d'ici 2050. (*OCDE, 2012*)
- La rareté de l'eau, exacerbée par le changement climatique, pourrait coûter jusqu'à 6% du PIB de certaines régions, accélérer la migration et déclencher des conflits (*High and Dry Climate Change, Water and the Economy, Banque Mondiale, 2016*)
- L'eau est la priorité de 93% des pays ayant un volet Adaptation dans les Contributions Nationales des pays pour la COP21 (*Étude Partenariat Français pour l'Eau / Coalition Eau, juin 2016*).

COP23 : verre à moitié vide ou verre à moitié plein ?

Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) et ses membres étaient présents à la COP23 de Bonn du 6 au 17 novembre derniers pour soutenir la cause de l'eau avec la communauté internationale de ce secteur dans les discussions liées au climat et représenter la diversité des savoir-faire français publics et privés de l'eau. Tour de piste des bonnes et mauvaises nouvelles de cette COP23.

Les bonnes nouvelles:

Cette COP a résonné par la **forte montée en puissance de la société civile** avec un foisonnement de projets mis en place par les villes, les entreprises, les ONGs, les agriculteurs à travers des Alliances de plus en plus structurées. De leur côté, les Etats ont lancé le Dialogue de Talanoa pour faciliter la révision d'ici 2020 de leurs engagements pris lors de la COP de Paris pour diminuer leurs rejets en gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique. En dernière minute, il a été décidé que le Fonds d'adaptation, jusqu'alors sous la tutelle du Protocole de Kyoto, servirait la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Cette décision favorise les projets d'adaptation et assure la stabilité et la continuité de ce Fonds si important pour les pays en développement. Par ailleurs, les peuples autochtones et indigènes ainsi que l'approche par le genre sont désormais entièrement pris en compte dans les négociations et un accord a été trouvé pour la mise en place d'un programme de travail sur l'agriculture.

Certains Etats ont pris des initiatives conséquentes, par exemple, leur sortie du charbon. La France et l'Allemagne ont affirmé leur volonté d'un leadership européen pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Le Président français, Emmanuel Macron, a annoncé que la France et d'autres pays européens compenseraient les besoins de financements du GIEC, le groupement d'experts en charge des rapports mondiaux de référence sur l'évolution du climat, liés au retrait des Etats Unis. Il s'est également exprimé en faveur de la mise en place d'un prix plancher du CO2 au niveau européen et d'une taxe aux frontières de l'UE.

Les mauvaises nouvelles :

Les discussions sur des sujets cruciaux liés à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, tel que le financement, n'ont que très peu avancé, avec un flou entretenu sur l'alimentation des différents fonds climat malgré des promesses formulées par certains pays développés, en particulier l'Allemagne, la Suède et la Belgique. D'autres sujets majeurs, tels que les mécanismes de « pertes et dommages » sur la compensation des phénomènes climatiques extrêmes et la mise en œuvre des engagements climat pris par les pays d'ici 2020 n'ont pas abouties à de réelles décisions. De nombreuses interrogations subsistent donc quant à la prochaine COP24 prévue en novembre 2018 alors que plusieurs rapports diffusés opportunément lors de cette COP23 montrent une nouvelle hausse en 2017 du CO2 dans l'atmosphère.

Les négociations, fortement coupées de la société civile cette année, ont abouti au renforcement d'un **fossé entre les pays développés et en développement**, amenant à une réaction vive de la part des pays en développement réunis au sein du G77.

Et pour l'eau ?

Le 10 novembre s'est tenue une journée officielle pour l'eau qui a montré une mobilisation sans précédent de la communauté de l'eau internationale de ce secteur sous le slogan #climateiswater et une volonté collective de développer des solutions à beaucoup plus large échelle pour atténuer et s'adapter au changement climatique. Restent cependant de nombreuses interrogations quant à la passation des enseignements de cette journée et des autres journées thématiques vers les négociateurs et les Etats. Les acteurs de la société civile peuvent faire beaucoup mais les Etats doivent impérativement mettre en place les cadres institutionnels nationaux pour favoriser la réalisation des projets.

70 membres du PFE étaient présents pour porter un plaidoyer actif et collectif. 4 événements organisés par le PFE ont su distiller des messages cruciaux sur l'adaptation liée à l'eau au sein des états insulaires, les stratégies de réduction de risques de catastrophes pour les services d'eau et d'assainissement, la projection d'un monde à +4°C et les conséquences attendues sur les ressources en eau, la promotion de solutions fondées sur la nature matérialisée par la diffusion d'une [déclaration internationale](#) ayant recueilli plus d'une centaine de signatures lors de cette COP.

Conclusions et perspectives

Si les COPs permettent un coup de projecteur évident pour les enjeux liés à et au climat, le PFE estime que les véritables lieux officiels pour promouvoir les contributions de la communauté internationale de l'eau et valoriser ses solutions doivent être cherchés ailleurs : Dialogue de Talanoa et organes de la Convention Cadre des Nations unies pour le Changement Climatique, comme par exemple son Comité de l'adaptation. Des actions doivent également être menées vers les Etats pour la prise en compte de l'eau dans leur politique nationale, vers les bailleurs de fonds internationaux et vers les décideurs locaux qui décident de la mise en place de projets.

Le PFE sera présent lors de la Conférence internationale portée par la France le 12 décembre prochain à Paris (One planet Summit) visant à mobiliser l'ensemble des acteurs économiques et financiers afin d'orienter les financements vers la lutte contre le changement climatique. Il sera en parallèle actif au salon World Efficiency de Paris, réunissant les acteurs du développement durable avec l'organisation d'une plénière sur les enjeux eau et climat le 12 décembre prochain.

La bibliothèque média du PFE pour la COP23

Retrouvez avec le bilan COP23 du PFE :



[Notre compte-rendu détaillé de la COP au jour le jour](#)

[Nos vidéos eau et climat sur les acteurs français de l'eau](#) avec notamment Action contre la Faim, le PS-Eau, le CNRS-Allenvi, IFREMER, Météo France, l'OIEau, le SIAAP, l'Office de l'Eau de la Martinique et Solidarité Eau Europe

[Nos vidéos eau et climat sur nos partenaires internationaux](#) avec notamment des ministres et élus venus du Tchad, du Niger, de la Mauritanie, des Iles Fidji, du Sénégal, du Cameroun, de la région du Sahara et du Sahel ...

Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE), présidé par l'ancien député Jean Launay, est la plateforme de référence des acteurs français de l'eau publics et privés, actifs à l'international. Ses 150 membres se répartissent en 6 collèges représentatifs du paysage de l'eau français : État et établissements publics, ONG, associations et fondations, collectivités territoriales et parlementaires, acteurs économiques, instituts de recherche de formation ainsi que des personnalités qualifiées. Il porte depuis 10 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques du développement durable et favorise les échanges entre les savoir-faire français et ceux des autres pays.

partenariat-francais-eau.fr

Contacts :

Philippe Guettier, +33 (0) 1 41 20 19 41, philippe.quettier@partenariat-francais-eau.fr

Clara Minjoulat-Rey, +33 (0) 1 41 20 19 78, clara.minjoulat-rey@partenariat-francais-eau.fr